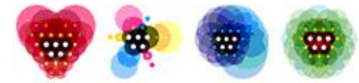


Mexique  
PERSPECTIVES POUR LE  
DÉVELOPPEMENT DURABLE :  
Économie Circulaire & Énergies Propres



## Table des matières

1.	Introduction : Agenda pour le développement durable au Mexique.....	2
2.	Activités économiques connexes.....	8
a.	Économie circulaire.....	14
b.	Énergies propres .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.	Opportunités d'affaires.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>



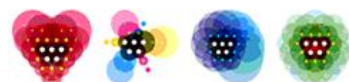
## 1. Introduction : Agenda pour le développement durable au Mexique

Aujourd'hui, le développement durable est devenu une question centrale dans l'agenda politique mondial, qui se manifeste par une manière différente de faire et penser l'économie. La crise environnementale que nous traversons a clairement montré que la durabilité va bien au-delà du simple fait d'être "respectueux" de l'environnement et que l'enjeu est d'assurer l'avenir et la survie de notre espèce. Il est important de mentionner que le développement durable réunit trois facteurs interdépendants, dont la symbiose se traduit par un développement économique et social respectueux de l'environnement, à savoir un développement écologiquement durable, économiquement viable et socialement équitable :













- l'économie ;
- l'environnement ;
- la société.

Au Mexique, les questions environnementales dépendent d'un cadre normatif régional (cf. les constitutions des États, les lois des États et les règlements municipaux), fédéral (cf. la Constitution du pays, les lois générales et fédérales, les règlements, les normes officielles mexicaines (NOM), les normes mexicaines (NMX), les décrets et accords), ou international (accords internationaux). Ainsi, chaque loi environnementale a-t-elle ses propres réglementations. Ci-dessous les plus importantes :

Loi générale sur l'équilibre écologique et la protection de l'environnement	Loi sur les eaux nationales	Loi générale sur le développement forestier durable	Loi générale sur la faune sauvage
Loi sur le développement rural durable	Loi générale sur la prévention et la gestion intégrale des déchets	Loi sur la biosécurité des organismes génétiquement modifiés	Loi sur les produits biologiques
Loi générale sur la pêche et l'aquaculture durables	Loi sur la promotion et le développement de la bioénergie	Loi fédérale sur la responsabilité environnementale	Loi générale sur le changement climatique



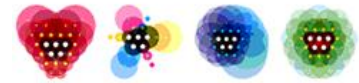
Dans le domaine de l'environnement, les institutions publiques chargées de la surveillance de l'environnement et des ressources naturelles sont les suivantes :

 <p><b>Le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles (SEMARNAT)</b></p>	 <p><b>La Commission nationale de l'eau (CONAGUA)</b></p>	 <p><b>L'Institut national d'écologie et de changement climatique (INECC)</b></p>
 <p><b>Le Bureau du procureur fédéral pour la protection de l'environnement (PROFEPA)</b></p>	 <p><b>L'Institut mexicain de technologie de l'eau (IMTA)</b></p>	 <p><b>La Commission nationale des forêts (CONAFOR)</b></p>
 <p><b>Le Centre Mario Molina</b></p>	 <p><b>Le ministère de l'Énergie (SENER)</b></p>	 <p><b>Petroleos Mexicanos (Pemex)</b></p>
 <p><b>La Commission fédérale de l'électricité (CFE)</b></p>	 <p><b>La Commission de régulation de l'énergie (CRE)</b></p>	 <p><b>La Commission nationale pour l'utilisation efficace de l'énergie (Conuee)</b></p>
 <p><b>Le Fond fiduciaire pour les économies d'énergie électrique (FIDE)</b></p>	 <p><b>L'Institut national de la recherche nucléaire (ININ)</b></p>	 <p><b>L'Institut national d'électricité et d'énergie propre (INEEL)</b></p>

- **Le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles (SEMARNAT)**<sup>1</sup> : en charge de la protection, conservation et utilisation optimales des ressources naturelles du pays, offrant ainsi une politique environnementale globale et inclusive favorisant un développement durable. La Commission nationale des espaces naturels protégés (CONANP) fait partie de cette institution, qui développe plusieurs programmes visant à apporter des solutions au changement climatique, tel que la politique de recyclage. Le ministère a des compétences au niveau fédéral, mais chaque État de la République a son propre ministère qui dispose de pouvoirs locaux.
- **La Commission nationale de l'eau (CONAGUA)**<sup>2</sup> est chargée de gérer l'approvisionnement en eau potable, les services d'assainissement et le traitement des eaux usées. Les directeurs régionaux de la CONAGUA sont chargés de déterminer la disponibilité de l'eau, d'assurer la protection des aquifères, d'accorder des concessions, des allocations et des permis, ainsi que de s'occuper des dommages causés par les inondations ou la pénurie d'eau.

<sup>1</sup> <https://www.gob.mx/semarnat>

<sup>2</sup> <https://www.gob.mx/conagua>



- **L'Institut national d'écologie et de changement climatique (INECC)**<sup>3</sup>, un organisme décentralisé de la SEMARNAT, est chargé de mener des recherches et de générer des informations scientifiques et techniques sur les problèmes environnementaux. Il développe également des projets de coopération scientifique pour faire face aux problèmes environnementaux du pays, ainsi que pour la conservation et la restauration de l'environnement.
- **Le Bureau du procureur fédéral pour la protection de l'environnement (PROFEPA)**<sup>4</sup> est l'agence décentralisée de la SEMARNAT chargée de contrôler la réglementation environnementale. Il se compose de quatre sous-commissions : ressources naturelles ; audit environnemental ; inspection industrielle ; et juridique (prévention et contrôle de la pollution, restauration des ressources naturelles, préservation et protection de la flore et de la faune). De même, le Bureau établit des politiques et des directives administratives visant à réduire l'impact environnemental, traitant les plaintes pour non-respect de la réglementation environnementale et fournissant des conseils sur les questions de protection de l'environnement, de la faune et des ressources naturelles. Elle dispose également de délégations de l'État dans les 32 entités de la République.
- **L'Institut mexicain de technologie de l'eau (IMTA)**<sup>5</sup> est chargé de former les ressources humaines et technologies visant la gestion et la conservation de l'eau, afin de contribuer au développement durable. Il fournit entre autres des services de laboratoire spécialisés, des services de conseil technique, la rédaction de normes et, en coordination avec le ministère de l'éducation publique, propose des études supérieures dans des domaines liés à ses compétences.
- **La Commission nationale des forêts (CONAFOR)**<sup>6</sup> est l'unité décentralisée chargée de promouvoir les activités de conservation et restauration dans le domaine de la sylviculture. Elle développe des programmes pour une politique de développement forestier durable, encourage l'exportation de produits forestiers et conseille les associations de producteurs.
- **Le Centre Mario Molina**<sup>7</sup> est une association civile, indépendante et sans but lucratif, créée en 2004 pour donner une continuité aux activités que le Dr Mario Molina a développées au cours de sa vie. Son but est de trouver des solutions pratiques aux problèmes liés à la protection de l'environnement, à l'utilisation de l'énergie et à la prévention du changement climatique afin de promouvoir le développement durable.

---

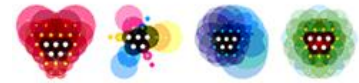
<sup>3</sup> <https://www.gob.mx/inecc>

<sup>4</sup> <https://www.gob.mx/profepa>

<sup>5</sup> <https://www.gob.mx/imta>

<sup>6</sup> <https://www.gob.mx/conafor>

<sup>7</sup> <http://centromariomolina.org/>



- **Le ministère de l'énergie (SENER)**<sup>8</sup> est chargé de concevoir, exécuter et coordonner les politiques publiques dans le domaine de l'énergie. Il veille notamment à ce que la politique énergétique soit menée dans le respect de la protection de l'environnement et du développement durable ; il administre les ressources énergétiques naturelles que la Constitution considère comme la propriété de la nation et qui sont stratégiques pour l'économie du pays ; il accorde et révoque des concessions à des particuliers pour l'exploitation des ressources énergétiques ; et il dirige les conseils d'administration de Petróleos Mexicanos et de la Commission fédérale de l'électricité.
- **Petróleos Mexicanos (Pemex)**<sup>9</sup> est une entreprise publique qui produit, transporte, raffine et commercialise du pétrole et du gaz naturel dans tout le pays. Elle dispose d'un régime constitutionnel individuel appelé « Société productrice d'État » pour l'exploitation des ressources énergétiques sur le territoire mexicain, bien qu'elle ait également diverses opérations à l'étranger, principalement des opérations de marketing, des opérations financières et des services pétroliers périphériques.
- **La Commission fédérale de l'électricité (CFE)**<sup>10</sup> est une entreprise productive de l'État chargée de contrôler, produire, transmettre et commercialiser l'énergie électrique dans tout le pays. La CFE est la plus grande entreprise du secteur de l'électricité en Amérique latine et possède la seule centrale nucléaire existante au Mexique : la centrale nucléaire de Laguna Verde, située dans l'État de Veracruz.
- **La Commission de régulation de l'énergie (CRE)**<sup>11</sup> est une agence centralisée de l'administration publique fédérale, avec le statut d'organisme de régulation de l'énergie. La CRE dispose d'une autonomie technique, opérationnelle et de gestion, et possède sa propre personnalité juridique. Elle est chargée d'exercer les pouvoirs et de traiter notamment les questions qui lui sont confiées par les lois sur les organismes de régulation de l'énergie (LORCME), sur les hydrocarbures, l'industrie électrique, la transition énergétique, et le changement climatique dans le but de promouvoir le développement efficace de l'industrie.
- **La Commission nationale pour l'utilisation efficace de l'énergie (Conuee)**<sup>12</sup> est un organe administratif décentralisé du Secrétariat de l'énergie, qui a été créé par la loi pour l'utilisation durable de l'énergie en 2008. Son principal objectif est de promouvoir l'efficacité énergétique et d'agir en tant qu'organe technique pour une utilisation durable de l'énergie.

---

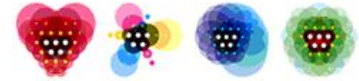
<sup>8</sup> <http://www.sener.gob.mx/>

<sup>9</sup> <https://www.pemex.com/>

<sup>10</sup> <https://www.cfe.mx/Pages/Index.aspx>

<sup>11</sup> <https://www.gob.mx/cre>

<sup>12</sup> <https://www.gob.mx/conuee>



- **Le Fond fiduciaire pour les économies d'énergie électrique (FIDE)**<sup>13</sup> est une entité mixte public-privé à but non lucratif dont l'objectif spécifique est de promouvoir une culture d'économie et d'utilisation efficace de l'énergie. Le Fond cherche à mettre en œuvre des actions encourageant l'utilisation efficace de l'énergie électrique et d'autres énergies renouvelables, le développement économique et social ainsi que la préservation de l'environnement.
- **L'Institut national de la recherche nucléaire (ININ)**<sup>14</sup> est une institution relevant du ministère de l'énergie. Elle mène des activités de recherche et de développement dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires, et fournit des services et des produits spécialisés à l'industrie en général (au secteur médical en particulier).
- **L'Institut national d'électricité et d'énergie propre (INEEL)**<sup>15</sup> est un centre de recherche dans le secteur de l'énergie, qui se consacre principalement aux domaines électrique et énergétique du pays. Outre la commercialisation et le transfert technologique de ses recherches, l'Institut offre également des formations et émet des diplômes universitaires. Ses principaux objectifs sont la recherche, l'innovation appliquée, le développement des technologies, l'ingénierie et les services techniques spécialisés dans des domaines tels que :
  - l'efficacité énergétique ;
  - la planification et l'expansion du système électrique national ;
  - la fiabilité et sécurité du système ;
  - la simulation ;
  - les énergies renouvelables ;
  - l'automatisation et les nouvelles technologies de l'information.

Par ailleurs, la politique de développement durable au Mexique est largement régie par les accords et les engagements pris devant les organisations internationales telles que la Convention-cadre des Nations unies (ONU) sur les changements climatiques (UNFCCC), le protocole de Kyoto ou l'accord de Paris. De même, le pays a des obligations envers l'ONU par rapport aux objectifs de développement durable (ODD)<sup>16</sup>. Parmi les autres traités internationaux auxquels le Mexique participe figurent la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989 et la Commission nord-américaine de coopération environnementale.

Ces dernières années, des progrès significatifs dans l'élaboration de l'Agenda 2030 ont pu être réalisés grâce à la création, en 2015, du Comité technique spécialisé sur les objectifs de développement durable

---

<sup>13</sup> <http://www.fide.org.mx>

<sup>14</sup> <https://www.gob.mx/inin>

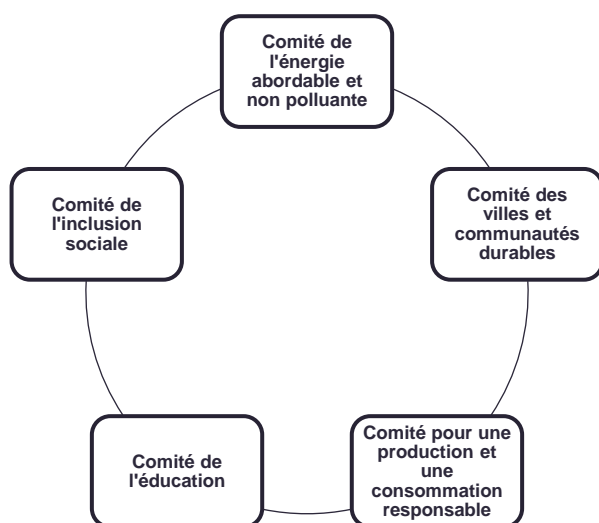
<sup>15</sup> <https://www.ineel.mx>

<sup>16</sup> CESOP, Cámara de Diputados (2020), *Política Ambiental en México y los Procesos Globales*.  
<http://www5.diputados.gob.mx/index.php/camara/Centros-de-Estudio/CESOP>



(CTEODS)<sup>17</sup> de l'ONU, chargé de coordonner la mise à jour des données. Pour l'élaboration de la stratégie nationale aux niveaux fédéral et régional, des dialogues régionaux ont été organisés avec des organisations de la société civile afin d'intégrer leurs perspectives, leurs priorités et leurs préoccupations<sup>18</sup>.

De même, différents canaux de communication ont été établis avec le secteur privé, notamment l'Alliance pour la durabilité (AxS)<sup>19</sup>, une plateforme de dialogue et d'action créée par l'Agence mexicaine de coopération internationale au développement (AMEXCID) ; ou encore le dialogue permanent avec le Conseil de coordination des entreprises (CCE) et ses membres. Ainsi, l'AxS et le CCE ont tous deux participé à la conception de la stratégie nationale. Notons que l'AxS a mis en place cinq comités de travail dans des domaines stratégiques :



L'AMEXCID, en tant qu'organisme relevant du ministère des affaires étrangères, est un agent important dans la coopération internationale pour le développement (LCID). Il coordonne les actions de coopération internationale avec les agences et entités de l'administration publique fédérale. Cependant, ces deux dernières années l'AMEXCID n'a développé aucun nouveau projet important en matière de développement durable, d'efficacité énergétique, d'énergie propre ou d'économie circulaire.

À cet égard, en 2018, l'AxS avait mis sur pied deux projets intéressants, notamment le **projet d'efficacité énergétique**, qui visait à réduire la quantité des produits chimiques industriels en libre-service et dans les grands magasins<sup>20</sup>.

A titre d'exemple, dans le cadre de ce premier projet pilote, Walmart de Mexico investira dans la haute technologie des entreprises ABB et Hussmann pour la production d'énergie photovoltaïque et l'utilisation de gaz réfrigérant. Le projet pilote prévoit d'appliquer ce modèle à trois établissements commerciaux situés dans les états du Quintana Roo, de Puebla et du Yucatan. On prévoit ainsi une

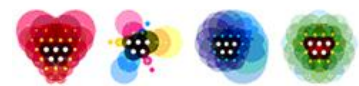
<sup>17</sup> <https://observatorioplanificacion.cepal.org/es/modalidades/sistema-de-informacion-de-los-objetivos-de-desarrollo-sostenible-siods-y-plataforma>

<sup>18</sup> <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/mexico>

<sup>19</sup> <https://www.gob.mx/amexcid/acciones-y-programas/alianza-por-la-sostenibilidad#:~:text=La%20Alianza%20por%20la%20Sostenibilidad,al%20cumplimiento%20de%20la%20Agenda>

<sup>20</sup> Le second projet consiste à soutenir les producteurs de café biologique dans la Sierra Madre de Chiapas.





économie de +/-500 kgs par unité de réfrigération pour chaque magasin, ainsi qu'un gain annuel d'énergie électrique équivalant à 700 000 kWh. Chaque magasin sera surveillé pendant 13 mois afin de quantifier la réduction des niveaux de SAO et de GES<sup>21</sup>.

Par ailleurs, tout au long de l'année 2020, la délégation de l'Union européenne au Mexique (DUE) a pris plusieurs initiatives pour maintenir un dialogue avec les responsables de la mise en œuvre du programme de développement durable dans le pays. En septembre 2020, dans le cadre d'une réunion virtuelle entre la DUE et Mme Gemma Santana, responsable de la mise en œuvre de l'agenda 2030 au sein du bureau de la présidence, la date du 10 novembre 2020 fut retenue pour annoncer le plan de travail pour 2021, qui se concentrera sur les 4 points suivants :

- l'investissement pour le développement durable ;
- les politiques publiques pour le développement durable (y compris les politiques au niveau fédéré) ;
- l'innovation technique et sociale ;
- le renforcement des capacités et l'éducation pour la durabilité.

Notons également que 60% des ministres au niveau fédéral ont intégré les objectifs de l'Agenda 2030 dans leurs politiques, et que Mme Santana a proposé la création d'un groupe de travail Mexique-UE pour discuter des domaines de coopération envisageables à moyen terme.

## a. Projets pour le développement durable

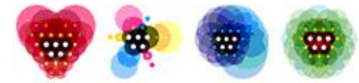
### Entités fédérées

Au Mexique, l'INECC, qui fait partie du ministère de l'environnement, publie régulièrement l'ensemble des initiatives prises par le gouvernement mexicain. Ceci, en collaboration avec d'autres associations nationales et internationales, afin de respecter l'agenda 2030 sur le développement durable. Le [portail d'information sur la mise en œuvre de la politique climatique régionale](#) concentre les informations relatives à la protection de l'environnement au niveau des États et des municipalités.

La capitale du pays est l'une des entités offrant le plus d'initiatives en matière de protection de l'environnement. À titre d'exemple, le site web de la ville de Mexico publie régulièrement une série de documents, décrets et appels d'offres dans des domaines aussi variés tels que l'entretien des systèmes de traitement des eaux usées, la construction de stations d'épuration ou l'acquisition d'équipements et d'outils nécessaires à l'entretien des infrastructures liées à la protection de l'environnement. Ces offres peuvent également être consultées sur le site web de "[Tianquis Digital](#)", le portail qui intègre tous les appels d'offres de la capitale.

---

<sup>21</sup> <https://www.gob.mx/amexcid/prensa/la-alianza-por-la-sostenibilidad-celebra-arranque-de-proyecto-piloto-en-materia-de-eficiencia-energetica-con-el-sector-privado?idiom=es>



De même, la capitale dispose d'un portail appelé "[Basura Cero](#)", qui regroupe tous les décrets et initiatives portant sur le recyclage et la réduction de l'utilisation de matériaux polluants. L'une de ces initiatives est la récente interdiction d'utiliser des sacs en plastique dans les supermarchés en 2020<sup>22</sup>. Ce site publie également des appels d'offres pour l'acquisition et la passation de marchés de services publics pour le traitement des déchets<sup>23</sup>.

D'autre part, la restauration des espaces écologiques est un autre domaine primordial. Un exemple en est la publication récente du plan "[Bosque Cultural Chapultepec](#)", l'un des plus grands parcs urbains de tout le continent américain. Dans ce projet, en plus de la réhabilitation de certaines routes et accès, il est proposé de mettre en place des systèmes de filtration et de traitement d'eau, y compris des lacs et de la rivière Tacubaya, et de réhabiliter et restaurer les sols et la végétation<sup>24</sup>.

D'autre part, la région du Bajío (située dans l'ouest du pays), l'une des régions les plus prospères sur le plan économique, tant au niveau industriel qu'agricole, met également en œuvre plusieurs projets de réorganisation et de réhabilitation de l'environnement. À Guanajuato, le Forum international de l'économie circulaire a eu lieu le 23 septembre 2020. Dans ce forum, il a été précisé qu'à Guanajuato, on travaille déjà sur des actions de valorisation dans le domaine économique, comme c'est le cas du « [Proyecto agave](#) ». Ce projet propose de passer de l'utilisation de 5% du poids de la biomasse à 80%, de réduire l'érosion des sols et l'effet sur les aquifères, et de favoriser le recyclage des déchets<sup>25</sup>.

Certains signes indiquent également que le gouverneur de Guanajuato, Diego Sinhue Rodríguez Vallejo, a fait de la politique publique environnementale l'une de ses pierres angulaires. Ainsi, le 14 septembre 2020, le ministère de l'Environnement de Guanajuato a rejoint le clan des opposants à la publication de l'accord fédéral pour la politique de fiabilité, sécurité, continuité et qualité du système électrique national. Il convient de mentionner que cet accord impose des mesures discrétionnaires qui favorisent l'utilisation de combustibles fossiles au détriment d'une énergie propre<sup>26</sup>.

De même, toujours dans l'État de Jalisco, la construction de deux complexes industriels appelés « [Centro Integral de Economía Circular](#) » (CIEC) a été annoncée en 2019 pour classer les déchets solides urbains<sup>27</sup>. En septembre 2020 à Guadalajara, le TEC de Monterrey, l'une des universités les plus prestigieuses du Mexique, a annoncé, conjointement avec Heineken Mexico, l'appel "[Heineken Green Challenge](#)", qui vise

---

<sup>22</sup> À noter que suite à l'urgence sanitaire causée par COVID-19, il n'y a eu aucune réduction mais une augmentation de l'utilisation des sacs et emballages en plastique.

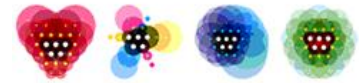
<sup>23</sup> Il est à noter que le dernier appel d'offres que nous avons détecté dans ce portail date de 7 janvier 2020, pour l'installation et l'exploitation de stations de traitement et de valorisation des déchets solides à Mexico.

<sup>24</sup> [http://proyectochapultepec.cdmx.gob.mx:8000/pdf/\(documento\)%20%20Plan%20Maestro.pdf](http://proyectochapultepec.cdmx.gob.mx:8000/pdf/(documento)%20%20Plan%20Maestro.pdf)

<sup>25</sup> <https://smaot.guanajuato.gob.mx/sitio/noticias?id=168285>

<sup>26</sup> <https://smaot.guanajuato.gob.mx/sitio/noticias?id=167623>

<sup>27</sup> <https://semadet.jalisco.gob.mx/prensa/noticia/933>



à attirer des projets d'économie circulaire et à soutenir les entrepreneurs engagés à lutter pour l'environnement<sup>28</sup>.

Dans l'État du Nuevo León, la deuxième région industrielle du pays, d'autres initiatives ont également été prises dans ce domaine. L'une d'entre elles est la création en 2014 d'une communauté autonome à Las Higueras. Des associations et des entreprises telles que le TEC de Monterrey, Vitro, Pronatura, Alcoa, CANACO ou l'Association écologique de la Sierra de Picachos ont participé à sa construction<sup>29</sup>. D'autre part, plusieurs projets stratégiques pour un environnement durable sont proposés dans le plan 2030 du Nuevo León, tels que la restauration et le reboisement de la rivière Santa Catarina, un projet de mobilité pour le transport durable et l'objectif de générer au moins 5 % de l'énergie de l'État à partir de sources propres<sup>30</sup>.

Par ailleurs, en juillet 2020, un forum sur l'économie circulaire a été organisé à l'initiative de la délégation de l'Union européenne de Mexico et de la Confédération des employeurs mexicains (COPARMEX). Les conférences visaient à partager l'expérience des pays européens sur le sujet, et à organiser des rencontres d'affaires B2B pour les entreprises intéressées du secteur<sup>31</sup>.

Pour sa part, le sud-est du pays a aussi pris plusieurs initiatives pour promouvoir l'économie circulaire notamment au vu de la croissance exponentielle dans l'État du Yucatan. Ainsi, la ville de Mérida, qui accueille le siège du ministère de l'environnement (SEMARNAT), a récemment mis en œuvre le programme "[Basura Cero](#)", afin de traiter une grande partie des déchets de la région. L'intention serait d'investir davantage dans les décharges sanitaires et les sites d'élimination finale<sup>32</sup>. En outre, le Yucatan est l'un des leaders nationaux en termes d'énergie propre. En 2020, cet État a lancé les 4 premiers projets d'énergie renouvelable (éolienne et solaire) à Tizimin, Dzilam de Bravo, Peto et Progreso, en générant de manière conjointe près de 210 mégawatts, grâce à un investissement total d'environ 330 millions de dollars. De plus, l'entreprise espagnole Alter EnerSun a déjà annoncé un investissement supplémentaire de 40 millions de dollars pour l'extension de son parc, ainsi que 24 autres projets d'énergie renouvelable qui ont bénéficié d'un investissement de 4,5 milliards de dollars<sup>33</sup>. N'oublions pas que les tarifs d'électricité de cet État sont 22 % plus élevés que la moyenne du pays, de sorte que le gouvernement du Yucatan cherche à augmenter les investissements pour développer l'offre énergétique.

---

<sup>28</sup> <https://tec.mx/es/noticias/guadalajara/emprendedores/hacia-una-economia-circular-lanzan-heineken-green-challenge>

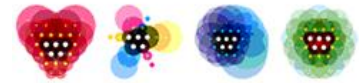
<sup>29</sup> <https://www.milenio.com/estados/higueras-tiene-impulso-con-sustentabilidad>

<sup>30</sup> [https://www.nl.gob.mx/sites/default/files/plan\\_estrategico\\_2030\\_nlmanana\\_0.pdf](https://www.nl.gob.mx/sites/default/files/plan_estrategico_2030_nlmanana_0.pdf)

<sup>31</sup> <https://www.foroeconomicircularuemx.com/>

<sup>32</sup> <https://www.yucatan.com.mx/merida/nueva-estrategia-del-gobierno-local-contra-la-basura>

<sup>33</sup> <https://yucatanahora.mx/yucatan-lider-en-energias-renovables/>



### Coopération internationale : DUE, BID et CTCN

Dans le cadre de la récente coopération internationale sur le développement durable avec le Mexique, trois initiatives se distinguent :

- les initiatives de la Délégation de l'Union européenne au Mexique (DUE) ;
- le Climate Technology Center and Network (CTCN);
- les projets promus par la Banque interaméricaine de développement (BID).

Malgré les limites imposées par la pandémie, la DUE a travaillé activement en 2020 pour maintenir le dialogue avec les autorités environnementales du pays. Le Forum sur l'économie circulaire en est un exemple, tout comme les travaux conjoints sur la « récupération verte » après la crise sanitaire liée au COVID-19<sup>34</sup>.

À cet égard, il convient de noter que plusieurs possibilités de collaboration avec le ministère du développement agricole, territorial et urbain (SEDATU) ont été identifiées, notamment sur les points suivants :

- Mobilité 4S (Saine, durable, sûre et solidaire)
  - Construction de pistes cyclables
  - Conception et construction de nouvelles infrastructures pour le transport vert
  - Renforcement du cadre réglementaire (conseil juridique, ou partage d'expériences)
- Développement urbain
  - Adaptation des villes au contexte post-COVID (en collaboration avec GIZ, une Agence allemande, pour développer des politiques sur les "Caring Cities")
  - Aménagement du territoire
  - Définition de nouvelles politiques et stratégies (consultation, partage d'expériences ou recherche de spécialistes pour définir les normes officielles)
- Réorganisation territoriale du sud-sud-est
  - Par rapport au projet du train maya ([Tren Maya](#)) et du Couloir interocéanique ([Corredor Interoceánico del Istmo de Tehuantepec](#))

D'autre part, la BID a mis en place un agenda intéressant pour soutenir divers projets de développement durable dans le pays. En février 2020, la BID et l'Association nationale des industriels de Colombie ont signé un accord pour renforcer les initiatives d'économie circulaire au sein de l'Alliance du Pacifique, dont le Mexique fait partie, aux côtés de la Colombie, du Chili et du Pérou. Grâce à cet accord, la banque fournira cette année 150 000 dollars pour la création d'une feuille de route visant à recycler au moins 30

---

<sup>34</sup> [https://eeas.europa.eu/delegations/mexico/84314/trabajemos-juntos-por-una-recuperaci%C3%B3n-verde-despu%C3%A9s-de-la-crisis-covid-19\\_es](https://eeas.europa.eu/delegations/mexico/84314/trabajemos-juntos-por-una-recuperaci%C3%B3n-verde-despu%C3%A9s-de-la-crisis-covid-19_es)



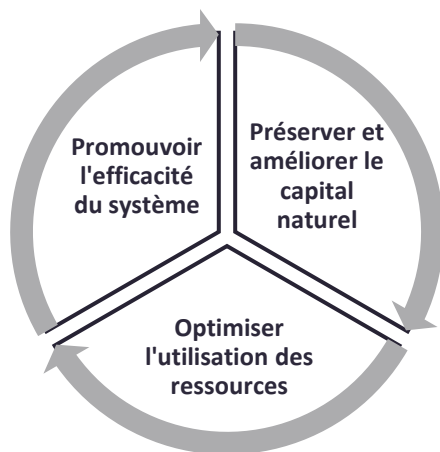
pourcents des déchets d'emballage d'ici 2030 dans les pays cités<sup>35</sup>. En plus, en juin 2020, la BID a organisé un forum pour discuter des défis et des opportunités liés à l'économie circulaire, dont le recyclage, dans les pays de l'Alliance du Pacifique dans le contexte de la pandémie<sup>36</sup>. Ainsi, toujours en 2020, BID Invest a accordé un financement de 17,2 millions de dollars pour la construction de la centrale solaire photovoltaïque de Xoxocotla, d'une capacité de 70MWAC. Situé dans la municipalité d'Ayala, dans l'État du Morelos, le projet est développé par la société espagnole X-Elio<sup>37</sup>.

Last but not least, le CTCN, le bras opérationnel du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et l'INECC (entité du ministère de l'environnement) ont signé un engagement en 2018 pour faire ensemble un diagnostic de l'économie circulaire au Mexique. Le document final n'a pas encore été publié, mais un atelier sur le sujet a déjà été organisé en juin 2020<sup>38</sup>.

## 2. Activités économiques connexes

### a. Économie circulaire

L'économie circulaire vise à atteindre un cercle vertueux de développement durable et prône la conservation et l'amélioration du capital naturel ainsi que l'optimisation et l'utilisation minimale des ressources finies. Il repose sur trois principes<sup>39</sup> :



L'un des plus grands problèmes environnementaux au Mexique est la pollution due au plastique. Le pays génère environ 8 millions de tonnes de plastique par an et n'en recycle qu'un tiers. Cela est dû au fait qu'il n'existe toujours pas d'infrastructure adéquate et suffisante pour le traitement des déchets dans tout le pays. Par exemple, la ville de Mexico recycle 90 % des bouteilles en PET, mais dans le reste du pays, ce taux n'est que de 56 %.<sup>40</sup>

<sup>35</sup> <https://www.pt-mexico.com/noticias/post/bid-y-andi-firman-convenio-para-fortalecer-economia-circular-en-latinoamerica>

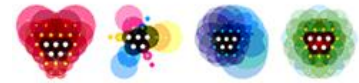
<sup>36</sup> <https://events.iadb.org/calendar/event/22249?lang=es>

<sup>37</sup> <https://www.idbinvest.org/es/medios-y-prensa/bid-invest-financia-la-cuarta-planta-solar-fotovoltaica-con-x-elio-energy-en-mexico>

<sup>38</sup> <https://www.gob.mx/inecc/prensa/realiza-inecc-sobre-el-estado-actual-de-la-economia-circular-en-mexico-en-el-marco-de-las-ndcs?idiom=es>

<sup>39</sup> <https://www.ellenmacarthurfoundation.org/circular-economy/concept>

<sup>40</sup> <https://www.eleconomista.com.mx/opinion/Reciclaje-en-Mexico-20191030-0001.html>



Ainsi, au début de 2020, une loi a été adoptée à Mexico pour interdire la commercialisation, la distribution et la livraison de sacs en plastique. Ces décisions n'ont toutefois pas été exemptes de critiques, notamment de la part de l'Association nationale des industries plastiques (ANIPAC), qui a déclaré que ces produits représentaient moins d'1 % du total des déchets plastiques<sup>41</sup>.

En 2015, le Mexique comptait 119,9 millions d'habitants et on estime que sa population atteindra 148,2 millions en 2050, ce qui signifie qu'il y aura 28,3 millions de personnes supplémentaires. Selon le Conseil national de la population (CONAPO), les entités avec la plus forte croissance démographique seront les États du Quintana Roo, de Baja California, du Campeche et de Querétaro, dont les populations en 2050 seront respectivement 56, 51, 44 et 43 % plus élevées qu'en 2018. L'État du Mexique, le plus peuplé du pays avec 17 millions d'habitants, conservera sa position de tête de classement en 2050, avec 20 millions de personnes en 2050<sup>42</sup>.

Aujourd'hui, le pays produit plus de 44 millions de tonnes de déchets par an (avec une moyenne de 0,86 kg par personne par jour) et ce nombre devrait atteindre 65 millions d'ici 2030. Environ 90 % d'entre eux finissent dans des décharges à ciel ouvert, dont la plupart sont mal exploitées ou ne respectent pas la réglementation. Malheureusement, les conséquences du mauvais fonctionnement de ces sites d'élimination se traduisent par le rejet dans l'environnement de polluants nuisibles pour la faune animale et la santé humaine<sup>43</sup>. Il est très important de mentionner qu'en vertu de la loi, les déchets solides urbains sont traités par les entités municipales, tandis que les déchets de gestion spéciaux relèvent de la responsabilité de l'État et les déchets dangereux de la responsabilité fédérale. En ce sens, ce sont les municipalités, en tant qu'autorités constitutionnellement habilitées à fournir le service public de nettoyage, de collecte, de transfert, de traitement et d'élimination finale des déchets, qui assument la charge budgétaire et sociale de leur gestion.

En ce qui concerne les services d'élimination finale, les rapports de l'INEGI pour 2010 énumèrent 238 décharges où 70 % des déchets générés sont éliminés, tandis que dans les 1643 décharges à ciel ouvert signalées, seulement 25 % des déchets sont éliminés. Le reste (5 %) est constitué de déchets recyclés. Cependant, l'exploitation des décharges est inadéquate et représente un risque pour la santé de la population et l'environnement<sup>44</sup>.

---

<sup>41</sup> <https://www.eleconomista.com.mx/empresas/ANIPAC-pide-revisar-prohibicion-a-las-bolsas-de-plastico-y-popotes-20190709-0146.html>

<sup>42</sup> [https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/435917/Vision\\_Nacional\\_Cero\\_Residuos\\_6\\_FEB\\_2019.pdf](https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/435917/Vision_Nacional_Cero_Residuos_6_FEB_2019.pdf)

<sup>43</sup> [https://infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/64/2/2019-11-12-1/assets/documentos/Ini\\_Morena\\_Sen\\_Monreal\\_Ley\\_Conomia\\_Circular.pdf](https://infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/64/2/2019-11-12-1/assets/documentos/Ini_Morena_Sen_Monreal_Ley_Conomia_Circular.pdf)

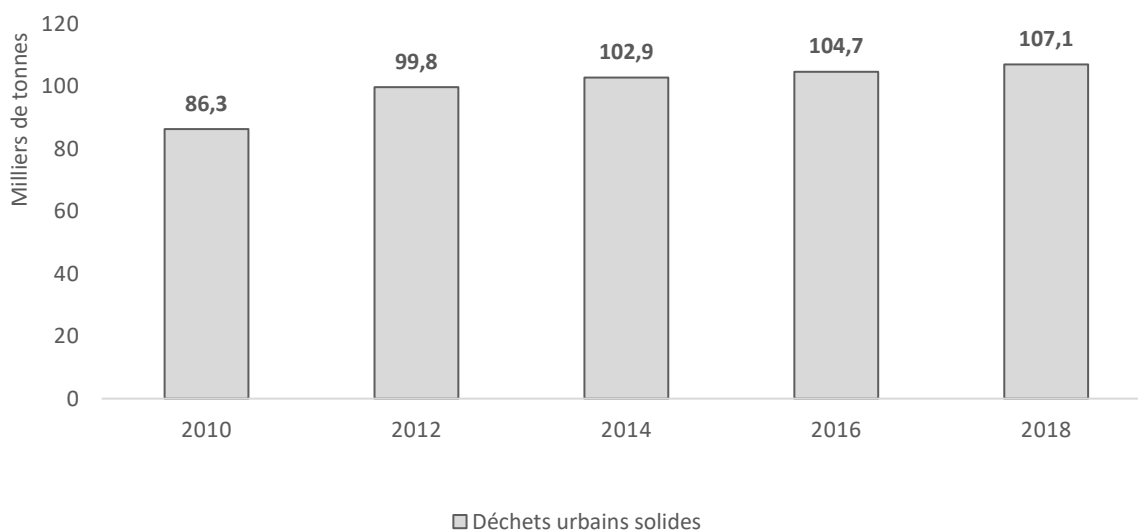
<sup>44</sup> [https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/aproposito/2020/ambiente2020\\_Nal.pdf](https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/aproposito/2020/ambiente2020_Nal.pdf)



D'après le ministère de l'environnement mexicain, cette mauvaise gestion des questions environnementales se doit à différents facteurs :

- un budget déficitaire ;
- une pénurie d'infrastructures ;
- une gestion inefficace des ressources existantes ;
- l'absence de règles claires en la matière ;
- une très grande dispersion géographique de la population sur le territoire national,
- des conditions géographiques complexes en termes de logistique.

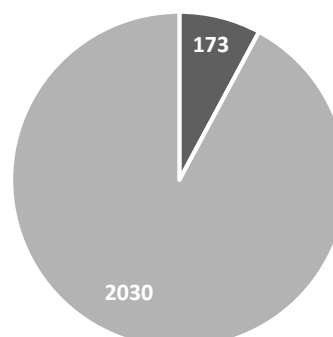
Quantité quotidienne moyenne de déchets solides municipaux collectés, 2010-2018



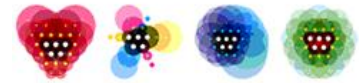
Source : INEGI Recensement national des administrations municipales et régionales 2011, 2013, 2015, 2017 et 2019

D'autre part, le Système Informatique des Sites Contaminés (SISCO) de la SEMARNAT a identifié qu'au moins 277 sites d'élimination finale (décharges) présentent des conditions similaires à celles d'un site contaminé<sup>45</sup>. Notons

Nombre total de sites d'élimination des déchets solides au Mexique



<sup>45</sup> <https://apps1.semarnat.gob.mx:8443/dgeia/indicadores19/cx>



aussi qu'au Mexique environ 93 % des sites d'élimination des déchets sont gérés par les municipalités, tandis que 5 % sont gérés par des entreprises privées et 2 % par des associations civiles<sup>46</sup>.

---

<sup>46</sup> <https://www.inegi.org.mx/programas/cngmd/2019/>





Entité	Municipalités avec service de collecte des déchets	Nombre total de sites de dépôt	Régime de gestion des administrateurs de site			
			Secteur publique	Secteur privé	Secteur social	Mixte
<b>Mexique</b>	<b>2 269</b>	<b>2 215</b>	<b>2 058</b>	<b>111</b>	<b>44</b>	<b>2</b>
Aguascalientes	11	1	1	0	0	0
Baja California	5	29	24	5	0	0
Baja California Sur	5	33	33	0	0	0
Campeche	11	11	9	2	0	0
Coahuila	38	35	28	5	2	0
Colima	10	3	3	0	0	0
Chiapas	113	108	105	3	0	0
Chihuahua	67	150	142	1	7	0
Ciudad de México	16	0	NA	NA	NA	NA
Durango	39	54	54	0	0	0
Guanajuato	46	43	38	5	0	0
Guerrero	80	126	125	1	0	0
Hidalgo	83	59	52	5	1	1
Jalisco	125	119	109	9	0	1
Mexico	125	71	54	15	2	0
Michoacan	113	111	90	5	16	0
Morelos	33	13	11	2	0	0
Nayarit	20	26	25	1	0	0
Nuevo Leon	51	44	40	3	1	0
Oaxaca	409	380	376	1	3	0
Puebla	208	94	79	13	2	0
Querétaro	18	11	8	3	0	0
Quintana Roo	11	64	60	4	0	0
San Luis Potosi	57	61	59	1	1	0
Sinaloa	18	52	48	4	0	0
Sonora	72	111	106	5	0	0
Tabasco	17	17	14	3	0	0
Tamaulipas	41	37	32	5	0	0
Tlaxcala	60	4	4	0	0	0
Veracruz	204	149	140	9	0	0
Yucatán	106	122	120	1	1	0
Zacatecas	57	77	69	0	8	0

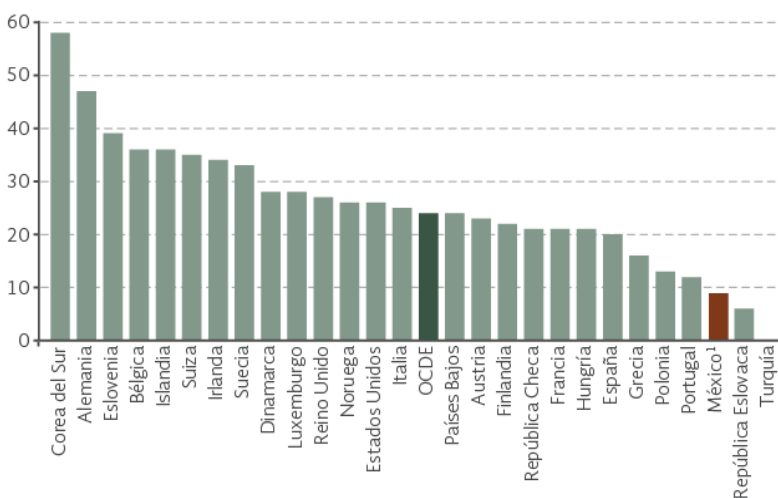
Source : INEGI Recensement national des administrations municipales et régionales



En termes de recyclage, le volume de matériaux recyclés au Mexique est faible, soit environ 9,6 % du volume de déchets produits. Ceci est particulièrement vrai par rapport aux taux des autres pays de l'OCDE, qui recyclent en moyenne 24% de leurs déchets, voire 50% en Corée du Sud et en Allemagne.

L'un des déchets les plus importants est le plastique, qui génère environ 8 millions de tonnes par an et ne se recycle qu'à raison de 32 %. À cet égard, les entreprises sont celles qui ont le plus travaillé à la réduction et au recyclage de leurs déchets. C'est notamment le cas d'Unilever et de Coca Cola, qui prévoient de remplacer pendant 2020 le plastique par du carton, ce qui équivaut à transformer 11.000 tonnes d'anneaux en plastique de boîtes de conserve en matière recyclable<sup>47</sup>.

**Pourcentage de recyclage des déchets par rapport au total produit**



Source : <https://apps1.semarnat.gob.mx:8443/dgeia/informe15/tema/cap7.html>

Selon l'INEGI, sur le volume total recyclé dans le pays, le pourcentage le plus élevé correspond au papier, au carton et aux produits en papier (32 %), suivi par le PET (15,8 %), le verre (13,8 %), les plastiques (9,2%), les métaux (7,6 %), l'électronique et les appareils électroménagers. Si l'on considère le volume recyclé de chaque type de déchets par rapport au volume produit, les solides les plus recyclés sont les métaux (39%), le verre (23,5%) et le papier (14,7%). Sur les plastiques et les textiles mis au rebut, seul 0,5 % environ est recyclé.

À cet égard, en 2019 et 2020, les sénateurs Ricardo Monreal, (Morena), et Raúl Bolaños-Cacho, (Partido Verde Ecologista), ont présenté une initiative visant à promulguer la Loi générale d'économie circulaire (LGEC)<sup>48</sup>. La proposition de loi est divisée en treize chapitres. Elle vise entre autres l'implication de la société civile dans le traitement des déchets et le recyclage, et propose certaines sanctions administratives pour ceux qui ne respecteraient pas la loi. Cette dernière est toujours en cours de révision au Congrès, compte tenu des critiques de certaines agences comme Greenpeace pour qui la

<sup>47</sup> <https://www.eleconomista.com.mx/opinion/Reciclaje-en-Mexico-20191030-0001.html>

<sup>48</sup> [https://infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/64/2/2019-11-12-1/assets/documentos/Ini\\_Morena\\_Sen\\_Monreal\\_Ley\\_Conomia\\_Circular.pdf](https://infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/64/2/2019-11-12-1/assets/documentos/Ini_Morena_Sen_Monreal_Ley_Conomia_Circular.pdf)



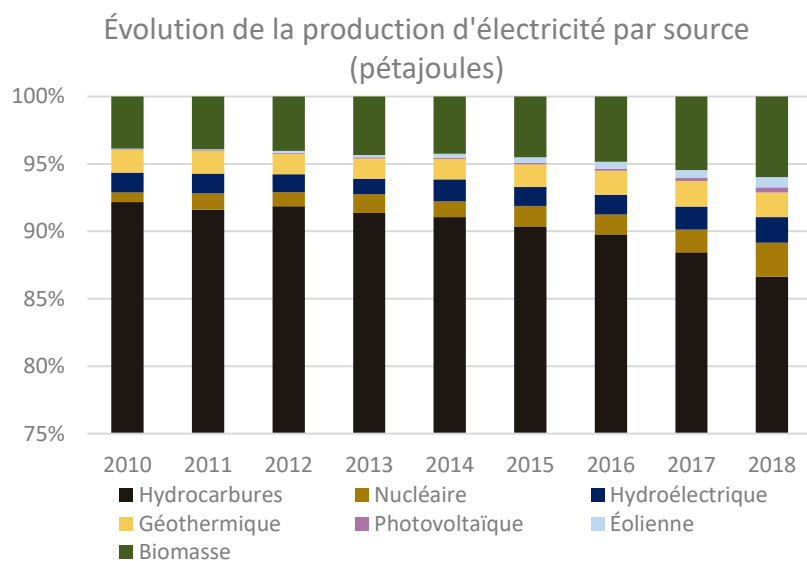
réglementation de la gestion des déchets solides et d'autres questions environnementales n'est pas claire<sup>49</sup>.

Enfin, parmi les principaux acteurs de l'économie circulaire au Mexique, on citera :



## b. Énergies propres

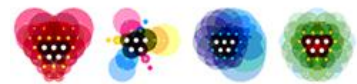
Le terme « Énergies propres » désigne la part des énergies venant des sources géothermique, solaire, éolienne, marémotrice et houlomotrice, ainsi que l'énergie tirée des biocarburants solides, des biocarburants, du biogaz et des déchets municipaux renouvelables<sup>50</sup>.



Aujourd'hui, la demande d'énergie est en augmentation au Mexique, qui apparaît en 91e position au classement de la consommation mondiale d'énergie par habitant (bien en dessous de la moyenne mondiale

*tra-uso-de-plasticos-greenpeace*

Source : ministère de l'Économie, Système d'information sur l'énergie<sup>1</sup>



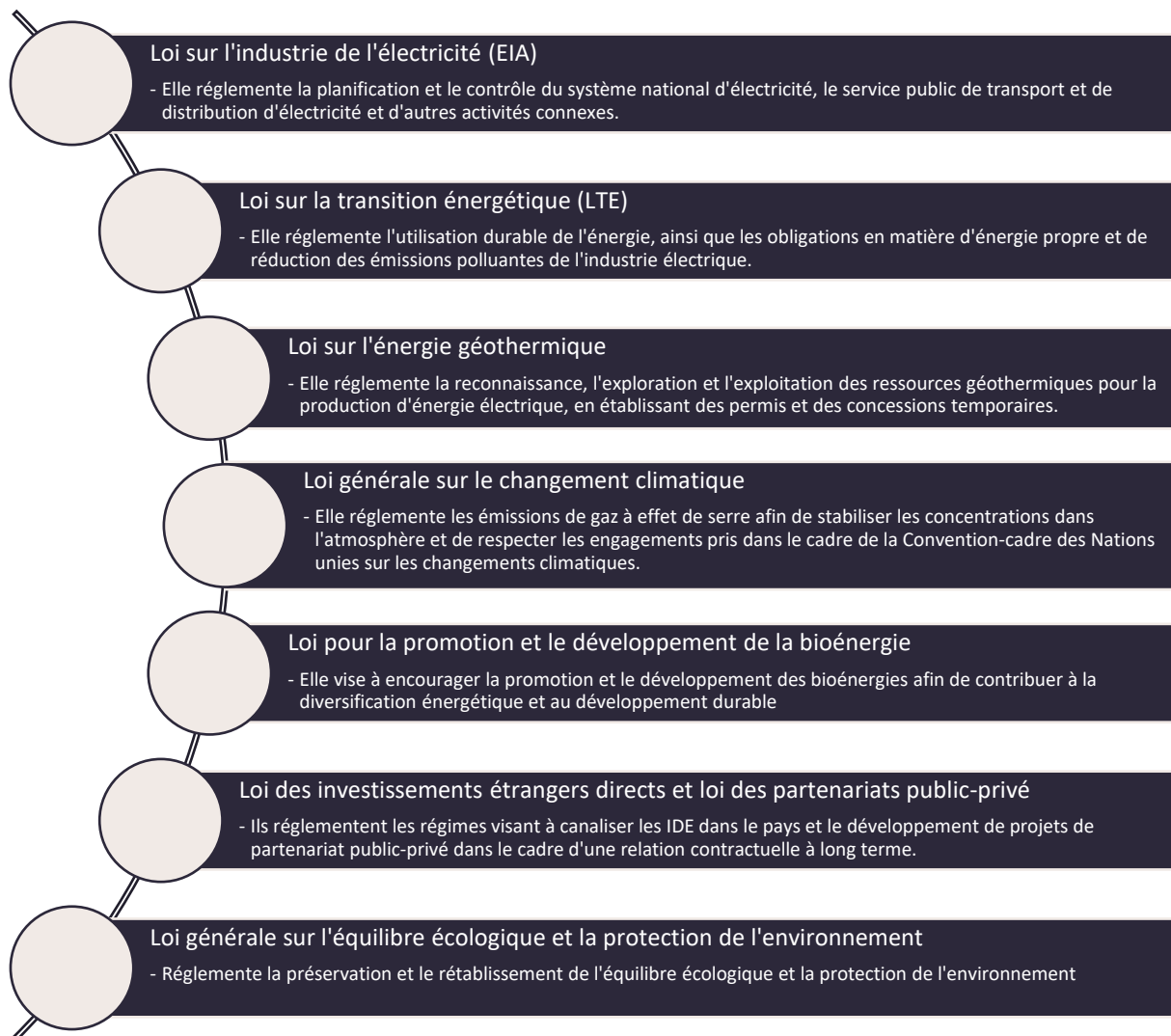
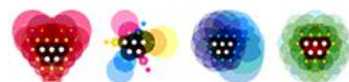
de 2 000 kWh par habitant) et en 16e position pour la consommation mondiale globale. Compte tenu de ce qui précède, la demande d'énergie (croissance actuelle de 3 % par an) par habitant devrait connaître une croissance rapide au cours des prochaines années, malgré un ralentissement de la production d'énergie électrique pendant les quatre dernières années<sup>51</sup>.

Ces dernières années, la production d'énergie à partir de sources fossiles a cédé une part importante du marché aux énergies propres. Cependant, encore en 2018, les hydrocarbures produisaient environ 83 % de l'énergie totale du pays, ce qui montre un grand potentiel pour le développement de ces activités. Au Mexique, selon les données de l'inventaire national des émissions de gaz, les activités basées sur la consommation de combustibles fossiles génèrent plus de 70 % des émissions (GES). Plus précisément, la production d'électricité représente la deuxième source de GES, après les transports, et contribue à 19 % des émissions nationales totales<sup>52</sup>. Dans cet esprit, l'une des principales directrices de la politique énergétique du gouvernement du président Enrique Peña Nieto avait été régie par la "réforme énergétique" votée en 2013, dont le changement le plus important consistait en l'ouverture de l'approvisionnement en électricité à d'autres acteurs étatiques et non étatiques. À la suite de cette réforme, plusieurs lois secondaires relatives à la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable ont été créées, tels que :

---

<sup>51</sup> <https://www.goodrichriquelme.com/pdf/energyopportunitiesmexico1Q2020.pdf>

<sup>52</sup> <https://www.gob.mx/inecc/acciones-y-programas/inventario-nacional-de-emisiones-de-gases-y-compuestos-de-efecto-invernadero>



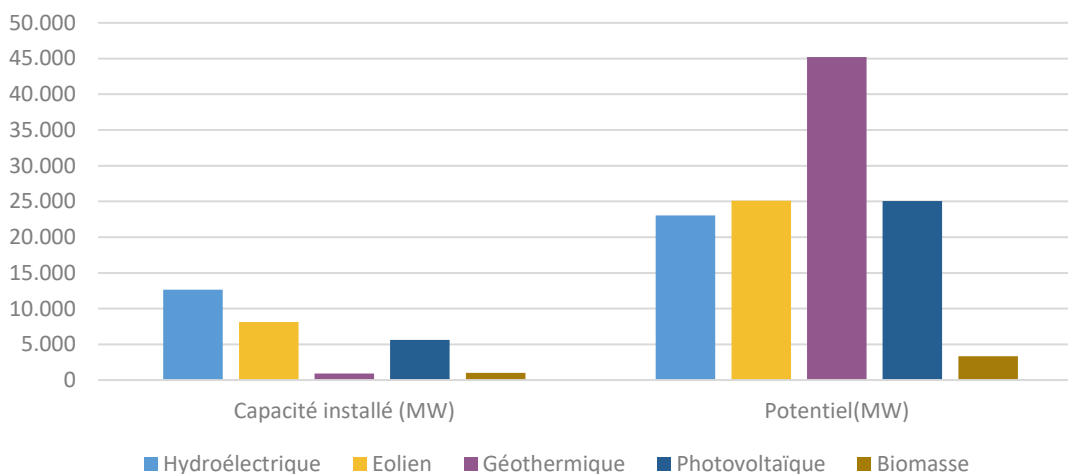
De ce fait, le cadre juridique a reconnu la nécessité d'intégrer des lignes directrices en matière de durabilité et des règles en matière d'énergie propre dans l'approvisionnement d'électricité. De même, les entités fédératives, les municipalités et les particuliers peuvent participer directement à la production et à la commercialisation de l'énergie électrique, ce qui représente un domaine d'opportunité pour promouvoir les projets d'énergie renouvelable.

L'un des mécanismes les plus importants créés dans ce programme d'incitations est le certificat d'énergie propre (CEL), visant à encourager une plus grande production d'électricité à partir d'énergie propre. Ainsi, les générateurs dont la production est à 100% composée d'énergie propre, se voient reconnaître 1 CEL pour chaque MWh produit. De même, les générateurs à cycle combiné ou les cogénérateurs se voient reconnaître 1 CEL par 5 MWh produits.



Comme le CEL est un instrument de marché, son prix n'est pas fixe, mais dépend de l'offre et de la demande. Les personnes concernées peuvent soumettre des offres d'achat et de vente de CEL à n'importe quel prix. L'achat et la vente peuvent être effectués par l'intermédiaire du marché CEL, qui sera organisé au moins une fois par an par le Centre national de contrôle de l'énergie (CENACE), et peuvent également être librement négociés par le biais de contrats bilatéraux ou d'enchères à long terme. Cette mesure vise à encourager la production d'électricité à partir de sources propres. Ainsi, au cours des dernières années, la production de sources non fossiles a-t-elle connu une croissance modérée.

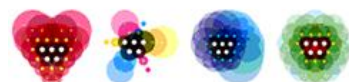
Capacité installée et potentiel de production d'électricité à partir d'énergie propre (MW)



Source : ministère de l'Économie, Système d'information sur l'énergie<sup>53</sup>

Actuellement, les principales sources de production d'électricité propre sont : l'hydroélectricité, l'éolienne, le photovoltaïque, la biomasse et, dans une moindre mesure, la géothermie. Cependant, en raison des caractéristiques physiques du territoire mexicain, il existe un grand potentiel d'utilisation de ces énergies, notamment à partir de sources géothermiques, éoliennes, photovoltaïques et de biomasse respectivement.

<sup>53</sup> [http://sie.energia.gob.mx/bdiController.do?action=cuadro&cvecua=DIPS\\_ER\\_C01\\_ESP](http://sie.energia.gob.mx/bdiController.do?action=cuadro&cvecua=DIPS_ER_C01_ESP)



Principales énergies renouvelables au Mexique<sup>54</sup>



Hydroélectrique

Le potentiel hydraulique exploitable est considérable, bien que son utilisation soit faible et se concentre principalement dans le sud du pays, où les ressources en eau sont abondantes.



Énergie éolienne

Parmi les principales zones à fort potentiel éolien (avec des niveaux de puissance supérieurs ou égaux à 100 W/m<sup>2</sup>), on peut citer l'isthme de Tehuantepec, le nord-ouest du Quintana Roo, le centre-sud de Zacatecas et la limite nord-ouest de la vallée du Mexique.



Énergie solaire

Compte tenu de la situation géographique et des caractéristiques climatiques du pays, ce type d'énergie peut être utilisé sur la plus grande partie du territoire.



Biomasse

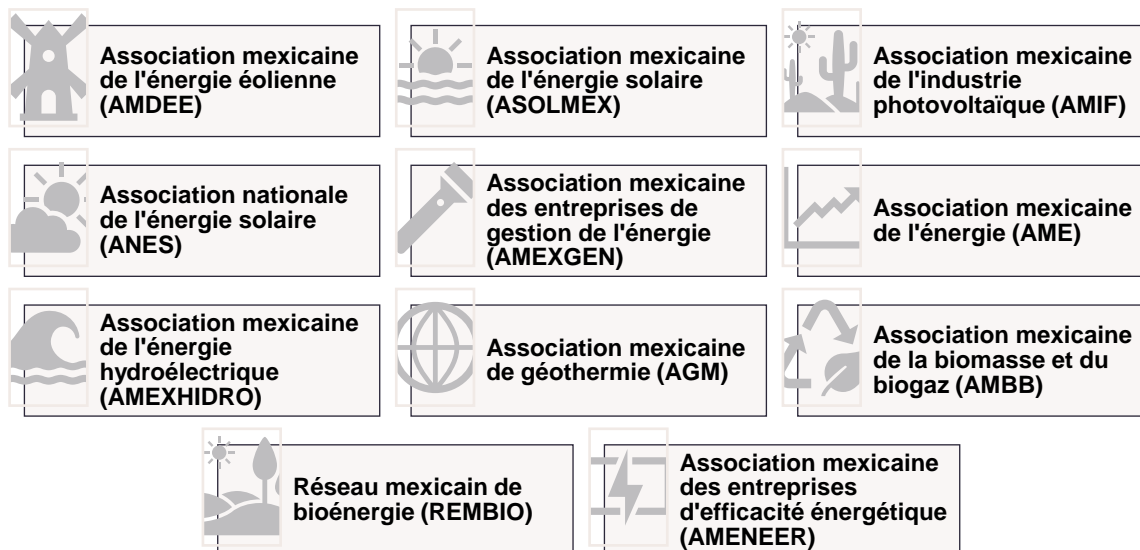
On commence à prendre conscience du potentiel offert par l'utilisation des déchets, principalement urbains, compte tenu des volumes qui sont gérés dans les grandes villes du pays.

Dans ce contexte, plusieurs entreprises ont parié sur le marché de l'énergie propre au Mexique :

Présence internationale	Ingénierie et infrastructures	Projets d'éoliennes	Développeurs
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Allemagne	<input type="checkbox"/> Alstom	<input type="checkbox"/> Acciona	<input type="checkbox"/> Iberdrola
<input type="checkbox"/> Brésil	<input type="checkbox"/> Gamesa	<input type="checkbox"/> Cannon Power	<input type="checkbox"/> Firstwind,
<input type="checkbox"/> Espagne	<input type="checkbox"/> TPI	<input type="checkbox"/> Union Ferrosa	<input type="checkbox"/> BP
<input type="checkbox"/> US	<input type="checkbox"/> EG	<input type="checkbox"/> Endesa	<input type="checkbox"/> Iowa Lakes Electric Cooperative
<input type="checkbox"/> Italie	<input type="checkbox"/> Vestas	<input type="checkbox"/> EDF Energie Nouvelle	<input type="checkbox"/> Invenergy
<input type="checkbox"/> Danemark	<input type="checkbox"/> Swecomex	<input type="checkbox"/> Iberdrola, Preneal	<input type="checkbox"/> Horizon Wind Energy
<input type="checkbox"/> France		<input type="checkbox"/> Rumorosa Wind	
<input type="checkbox"/> UK		<input type="checkbox"/> Eolia EC	
		<input type="checkbox"/> Sempra Energie	

De même, il existe plusieurs associations qui regroupent les principales entreprises du secteur :

<sup>54</sup> [http://dgeiawf.semarnat.gob.mx:8080/ibi\\_apps/WFServlet?IBIF\\_ex=D2\\_R\\_ENERGIA01\\_01&IBIC\\_user=dgeia\\_mce&IBIC\\_pass=dgeia\\_mce](http://dgeiawf.semarnat.gob.mx:8080/ibi_apps/WFServlet?IBIF_ex=D2_R_ENERGIA01_01&IBIC_user=dgeia_mce&IBIC_pass=dgeia_mce)



Toutefois, il convient de mentionner que l'administration actuelle du président Andrés Manuel Lopez Obrador n'a jusqu' à présent pas accordé l'importance requise au secteur de l'énergie propre, au grand bénéfice de l'entreprise étatique Pemex, l'une des plus importantes au monde dans le secteur pétrolier. Aussi, l'un des projets emblématiques de cette administration est-il la construction d'une raffinerie à Dos Bocas, dans l'état du Tabasco, pour un coût approximatif de 8 milliards de dollars américains<sup>55</sup>. Et bien que le soutien officiel à l'utilisation des énergies renouvelables soit maintenu, la politique énergétique du gouvernement semble privilégier l'extraction des hydrocarbures afin de réduire l'importation de carburant qui représente, en moyenne, 70% de la consommation nationale. Cela n'a bien entendu pas été sans susciter des critiques. En mai 2020, l'Union européenne, par l'intermédiaire de la délégation de l'Union européenne au Mexique, a adressé deux lettres au ministre de l'énergie, Mme Rocio Nahle, en critiquant les récentes mesures prises par l'administration fédérale dans le domaine des énergies renouvelables, considérées comme une menace pour les investissements dans le secteur. Les ambassadeurs du Canada et de 19 pays européens, dont la Belgique, ont envoyé ces documents au ministère de l'énergie mexicain en référence à l'accord publié le 29 avril dernier par le CENACE selon lequel les essais critiques pour les nouvelles centrales électriques (utilisant des méthodes renouvelables) ont été arrêtés, ce qui ferme ipso facto l'accès au marché à plusieurs entreprises privées<sup>56</sup>. Notons aussi que cette mesure du CENACE vient s'ajouter à d'autres modifications de lois au détriment du secteur, comme la modification des lignes directrices par lesquelles les certificats d'énergie propre (CEL) sont accordés, le retard dans les autorisations concédées par les autorités et l'annulation des ventes aux enchères d'énergie propre. Malheureusement, à ce jour, il n'a pas été possible de consolider avec les autorités compétentes une réunion de haut niveau pour soulever ces questions. Le

<sup>55</sup> <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-48223715>

<sup>56</sup> <https://www.elfinanciero.com.mx/economia/canada-y-europa-critican-a-mexico-alertan-atentado-y-desincentivos-a-la-inversion-en-renovables>





gouvernement justifie ces nouvelles règles par le fait que le Mexique doit protéger l'intégrité de son réseau électrique, et affirme l'existence de défaillances du réseau dans le sud du Mexique, même si aucune des entreprises concernées n'a encore été identifiée.

Selon des sources de Bloomberg, lorsque ces mesures ont été mises en œuvre, divers projets solaires et 11 projets éoliens étaient en phase finale de développement, représentant un investissement combiné de 4,8 milliards de pesos. Si plusieurs de ces entreprises ont déjà reçu des injonctions temporaires des tribunaux pour permettre la poursuite de leurs essais, presque aucun nom n'a cependant été divulgué dans les dossiers des tribunaux mexicains. Parmi les projets que nous connaissons, figure toutefois la centrale éolienne Dolores Wind du géant italien de l'énergie Enel SpA, dans l'État de Nuevo Leon<sup>57</sup>.

### 3. Opportunités d'affaires

En raison du potentiel de développement lié à l'économie circulaire et aux énergies propres au Mexique, et indépendamment de la situation économique et politique du pays qui, à première vue, ne semble pas privilégier ces secteurs, plusieurs événements et foires commerciales ont lieu au Mexique. Nous vous citons les 4 plus importants :

Salon / événement	Description	Date	Lieu	Site internet
<b>Solar Power Mexico</b>	Exposition et conférence spécialisées dans le domaine de l'énergie et des technologies solaires, organisées par Deutsche Messe	<b>Novembre 18 – 20, 2020</b>	Mexico City	<a href="https://www.hfmexico.mx/solarpowermexico/es/">https://www.hfmexico.mx/solarpowermexico/es/</a>
<b>The Green Expo</b>	Produits, services et technologies liés à la protection de l'environnement, aux ressources naturelles et au développement durable dans les domaines de la gestion et du recyclage des déchets ; solutions pour une utilisation efficace de l'énergie et la production d'énergie à partir de sources renouvelables ; technologies de pointe pour l'urbanisation et le développement de villes vertes, entre autres	<b>Septembre 07 – 09, 2021</b>	Mexico City	<a href="https://www.thegreenexpo.com.mx/">https://www.thegreenexpo.com.mx/</a>
<b>Intersolar Mexico</b>	Tendances technologiques et contacts B2B de premier ordre sur le marché solaire mexicain	<b>Septembre 08 – 09, 2021</b>	Mexico City	<a href="https://www.intersolar.mx/">https://www.intersolar.mx/</a>
<b>Mexico Windpower</b>	Événement spécialisé sur l'énergie éolienne	<b>Mai 26 – 27, 2021</b>	Mexico City	<a href="https://mexicowindpower.com.mx/">https://mexicowindpower.com.mx/</a>

<sup>57</sup> <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-16/why-mexico-is-pushing-to-slow-down-clean-energy-quicktake>